

Brochure n° 3610

Convention collective nationale

**PERSONNEL D'ENCADREMENT
DES ENTREPRISES PAYSAGISTES
(2^e édition. – Mars 2004)**

AVENANT N° 33 DU 21 SEPTEMBRE 2005 (1)

NOR : AGRS0597177M

Entre :

L'union nationale des entrepreneurs du paysage (UNEP) ;

Le syndicat national des paysagistes d'intérieur (SNPI) ;

Le syndicat national des entreprises d'engazonnement par projection (SNEEP) ;

L'association des applicateurs professionnels phytopharmaceutiques (AAPP),

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes (FGTA) Force ouvrière ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture (FSCOPA) CFTC ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière (FNAF) CGT ;

La confédération française de l'encadrement (CFC) CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions du chapitre VIII sont abrogées.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 2

Il est créé au chapitre VIII, un article 30 ainsi rédigé :

Article 30

La collecte de la taxe d'apprentissage

Les conditions de la collecte de la taxe d'apprentissage par l'UNEP, organisation habilitée par arrêté du 16 décembre 2003, de son recensement et de sa répartition sont définies à l'article ci-dessous :

Après avoir constaté la conclusion d'une convention cadre de coopération le 27 novembre 2003 entre le ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la pêche et des affaires rurales et l'union des entrepreneurs du paysage (UNEP) et après la publication de l'arrêté du 16 décembre 2003 portant habilitation de l'UNEP à collecter et à répartir la taxe d'apprentissage, l'UNEP a conclu avec un organisme collecteur agréé une convention de délégation de collecte de ladite taxe conformément aux dispositions légales en vigueur.

Il est ainsi confié à l'organisation patronale signataire des présentes la collecte des fonds de la taxe d'apprentissage.

Les entreprises de la profession entrant dans le champ d'application de la convention collective verseront 0,50 % des salaires payés pendant l'année de référence au titre de la taxe d'apprentissage à l'instance délégataire de l'union professionnelle.

Il sera tenu compte de la situation des entreprises et établissements situés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle au regard de la taxe d'apprentissage dont le montant est égal à 0,20 % des salaires payés pendant l'année de référence.

Un groupe technique tripartite composé de l'UNEP, des organisations syndicales de salariés et du MAAPAR donnera son avis sur la répartition de la partie non affectée de la taxe d'apprentissage aux centres de formation d'apprentis et aux établissements d'enseignement.

Article 3

Au chapitre IX, la numérotation des articles est modifiée ainsi qu'il suit :

L'article 32 devient article 31 ;

L'article 33 devient article 32.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la date de parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* de la République Française.

Fait à Cachan, le 21 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)